

Il serait utile d'apprendre comment d'autres pays réagissent face à ce type de symbolisme politique, mais nous ne savons pas trop vers qui nous tourner. Dans de nombreuses autres fédérations multinationales, la reconnaissance symbolique de l'identité nationale des minorités fait partie intégrante de la culture fédérale depuis longtemps et s'est effectuée à un moment où les identités nationales (et religieuses) étaient privilégiées par rapport aux autres (p. ex. avant la montée du féminisme ou du multiculturalisme d'immigration ou d'autres nouveaux mouvements sociaux). Au Canada, cependant, le phénomène de l'identité va désormais beaucoup plus loin que nos différences nationales, de sorte que la symbolique est infiniment plus compliquée. Il serait intéressant de savoir si d'autres pays où les aspirations identitaires sont aussi variées ont réussi à répondre au besoin de reconnaissance symbolique des minorités nationales sans s'engager sur le terrain glissant que nous avons évoqué ci-dessus.

C — La confiance

Considérons enfin le rôle de la confiance. Nous venons d'analyser deux difficultés auxquelles le fédéralisme canadien est confronté — le partage des pouvoirs et la reconnaissance symbolique des différences. Nous avons tenté d'insister sur le fait qu'il s'agit dans les deux cas de problèmes véritables, impossibles à expliquer par les faiblesses de certains politiciens. Mais quand nous jetons un coup d'œil sur d'autres pays, nos problèmes semblent dérisoires en comparaison. S'il est vrai que nos problèmes sont délicats, il semble absurde qu'ils mènent à l'éclatement du pays. Des gens intelligents et de bonne volonté devraient être en mesure de résoudre ce genre de problèmes. Pourquoi n'y sommes-nous pas parvenus ?

La réponse tient peut-être en partie au manque de confiance entre les principaux intervenants dans le débat. Le fédéralisme exige des compromis, le désir de faire des sacrifices pour les autres maintenant, en étant fermement assurés que les autres rendront la pareille à l'avenir. Le régime fédéral le mieux conçu ne fonctionnera pas si cette confiance n'existe pas. Mais dans les États multinationaux, cette confiance est toujours menacée, et les menaces viennent de deux sources. D'une part, la majorité doute peut-être de la volonté de la minorité nationale de rester dans la fédération. Après tout, le but ultime du nationalisme est habituellement un État indépendant. Comment pouvons-nous être convaincus que les Québécois ne cherchent pas simplement à gagner du temps, qu'ils n'attendent pas un moment plus opportun pour se séparer ? Et si le fédéralisme est simplement une étape intermédiaire vers la sécession, pourquoi nous donnerions-nous la peine de faire des compromis ? Pourquoi faire des sacrifices pour des gens à qui notre pays ne tient pas à cœur ?

Par contre, les membres de la minorité nationale doutent peut-être de l'engagement de la majorité envers le principe du fédéralisme. Comme nous l'avons déjà indiqué, le fédéralisme suppose que l'on renonce au modèle de